

Si nous écoutions les paysans!

Le Père Claude Maillard, de Fribourg, au sujet de la manifestation des paysans suisses, le 17 novembre, à Berne:

Le 17 novembre, 10 000 paysans suisses sont venus rappeler l'importance vitale de ce secteur. Cela m'interpelle très fort: oui, chaque pays a droit à avoir sa propre agriculture. Le directeur général de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), Supachai Panitchpakdi, affirmait à la fin de son mandat: «La libéralisation du commerce dans l'agriculture est probablement la contribution la plus importante que le système commercial multilatéral peut apporter pour aider les pays en développement, y compris les plus pauvres d'entre eux, à sortir de la pauvreté».

Cette politique a échoué. Elle a cru que la libéralisation totale des échanges, y compris dans l'agro-alimentaire, allait faire reculer la faim dans le monde et rendre aux paysans leur dignité. Erreur! Pourquoi? Parce que la nature n'est pas égale. Entre les zones de montagnes et de plaine, entre les grandes surfaces du Nord et les terres arides du Sahel, les chances ne sont pas les mêmes.

Une autre politique est possible. C'est ce que réclame le mouvement paysan mondial Via Campesina (voir www.viacampesina.org): «Les agriculteurs de Via Campesina réaffirment le droit pour les pays du Sud et du Nord de protéger leur agriculture et leur marché afin de rémunérer équitablement le travail et les produits des exploitations familiales agricoles».

Les produits alimentaires ne sont pas des marchandises comme des com-

puters, des T-shirts ou des baskets. Écoutons la voix de nos paysans et de ceux du Sud. Faisons entrer, de droit, les organisations paysannes à la FAO, tout comme les syndicats qui sont représentés à l'OIT (Organisation internationale du travail) à Genève. Afin que tous puissent bénéficier d'un travail digne et décent! Et les agri-

culteurs ne sont même pas représentés à l'OMC! C'est par là qu'il faut commencer!

L'agriculture, ce ne sont pas seulement des marchés. C'est l'intégration sociale des villages, la protection du paysage, la souveraineté alimentaire. Enjeux majeurs pour la dignité de l'homme. ///